

INTERNATIONAL

etranger.union@sonapresse.com

Brèves

LESOTHO : THABANE FINALEMENT DEVANT LA JUSTICE

Le Premier ministre du Lesotho Thomas Thabane s'est présenté hier à la surprise générale devant la justice de son pays pour y répondre des rocambolesques accusations du meurtre de son ex-épouse qui agitent le royaume depuis des semaines. Officiellement en Afrique du Sud depuis vendredi dernier pour des "raisons médicales", M. Thabane, 80 ans, a fait une apparition inattendue en début de matinée devant un tribunal de la capitale Maseru.

SÉNÉGAL : KEMI SEBA EN ATTENTE D'ÊTRE REFOULÉ

Le polémiste français et militant "anticolonialiste" d'origine béninoise Kémi Séba, qui devait être jugé en appel à Dakar pour avoir brûlé un billet de 5 000 francs CFA, "attendait" lundi "d'être refoulé" du Sénégal, a-t-on appris auprès de son avocat. Kémi Séba a été retenu à son arrivée dimanche à l'aéroport international Blaise Diagne de Diass (AIBD), près de Dakar, et était toujours hier matin "en zone de transit dans l'attente d'un refolement", a déclaré son avocat, Cheikh Khouraiissi Bâ, sans préciser de destination.

CAMEROUN : "PRESSION" DE MACRON, YAOUNDÉ VEUT RESTER "MAÎTRE DE SON DESTIN"

Le gouvernement camerounais a déclaré dimanche qu'il "entend rester maître de son destin", après qu'Emmanuel Macron a promis de faire "pression" sur Paul Biya et dénoncé "des violations des droits de l'Homme intolérables" dans ce pays d'Afrique centrale. Le président français a réagi après avoir été interpellé samedi à Paris par un activiste camerounais qui l'exhortait à condamner des violences attribuées à l'armée camerounaise dans l'Ouest anglophone du pays.

Présidentielle à Bissau: Embalo dit qu'il sera investi jeudi

Jonas OSSOMBEY (Sources : AFP)
Libreville/Gabon

Le candidat à la présidentielle en Guinée-Bissau donné vainqueur par la commission électorale nationale, Umaro Sissoco Embalo, a affirmé dimanche dernier qu'il sera investi jeudi 27 février à la tête de ce pays instable d'Afrique de l'Ouest, malgré les recours de son adversaire issu du parti au pouvoir.

"Je serai investi dans quelques jours et le pays peut espérer à des jours meilleurs. Je réaffirme que mon investiture aura lieu le 27 février", a déclaré devant des journalistes M. Embalo à l'aéroport de Bissau, où il a atterri à la mi-journée après une tournée en Afrique, en Europe et en Asie. "Il y aura une cérémonie symbolique, sans grande dépense pour l'Etat, car nous avons d'autres priorités", a indiqué cet ancien général et ex-Premier ministre âgé de 47 ans, en citant "des grèves un peu partout" et des "salaires qui ne sont pas payés". "Un pays en déliquescence financière ne pourra pas se payer le luxe d'organiser une investiture en grande pompe". Selon son entourage, une cérémonie en présence d'invités étrangers pourrait avoir lieu dans un second temps. Son parti, le Madem, a réclamé vendredi une réunion d'ur-



Photo:AFP

Le vainqueur des résultats provisoires

gence de l'Assemblée nationale afin que celle-ci puisse organiser la prestation de serment de son chef de file en tant que président.

Près de deux mois après le second tour de l'élection présidentielle du 29 décembre, l'issue du scrutin demeure disputée et le pays vit dans la crainte de violences. Umaro Sissoco Embalo, issu de l'oppo-

sition, a été donné vainqueur par la Commission nationale électorale (CNE) avec 53,55% des voix. La Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'ouest (Cédéao), qui a déjà "félicité" M. Embalo pour sa victoire, a haussé le ton samedi en avertissant que "des sanctions pourront être prises contre tous les acteurs qui n'agiraient pas dans le sens

de la normalisation politique et institutionnelle".

Une victoire que conteste son rival Domingos Simoes Pereira (crédité de 46,45%), du Parti africain pour l'indépendance de la Guinée et du Cap-Vert (PAIGC), la formation qui domine la vie politique de cette ancienne colonie portugaise depuis son indépendance en 1974.

"Il n'y a pas de président élu"

J.O.(Sources : AFP)
Libreville/Gabon

La sortie de Umaro Sissoco Embalo n'a pas laissé son principal adversaire, Domingos Simoes Pereira, insensible. De ce fait, le candidat du parti au pouvoir en Guinée-Bissau, donné battu par la commission électorale nationale lors de la présidentielle de décembre, a estimé hier qu'il n'y avait pas encore de "président élu" et accusé son adversaire de bafouer la légitimité des institutions du pays.

"Il n'y a pas de président de la République élu, on est dans le processus électoral. La seule instance qui peut déclarer ce processus clos c'est la Cour suprême", a martelé M. Pereira. "Aujourd'hui, il y a deux candidats : celui qui respecte la loi et qui demande à l'instance compétente de trancher une dispute électorale et un autre qui paraît pressé", a-t-il ajouté. Après que son rival a affirmé qu'il comptait être investi jeudi à la tête de ce pays d'Afrique de l'Ouest, Domingos Simoes Pereira (crédité de 46,45%) a estimé que ce

scénario est impensable. Tout en se disant "légitimiste", il en appelle à la Cour Suprême pour exiger un recomptage des voix.

"Lorsqu'on se présente comme candidat, on doit s'engager à respecter la loi de son pays, sa souveraineté et le choix du peuple", pointe le candidat du Parti africain pour l'indépendance de la Guinée et du Cap-Vert (PAIGC), la formation qui domine la vie politique de cette ancienne colonie portugaise depuis son indépendance en 1974.

"Qui a peur d'ouvrir les urnes ?



Photo:AFP

L'opposant Domingos Simoes Pereira attend les résultats de la Cour.

Pourquoi cherche-t-on d'autres solutions que la vérité des urnes ?", s'interroge-t-il. "On discute

depuis plus de cinquante jours alors qu'on pourrait recompter en 48 heures", regrette-t-il enfin.